# ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1962

## *Mes Chers Concitoyens,*

### VOLONTE REPUBLICAINE

On peut épiloguer à l'infini sur les résultats du dernier référendum. On peut surtout douter de son opportunité. Mais il n'est pas discutable que les 38 % de « Non » qui s'y sont manifestés constituent un coup d'arrêt à l'arbitraire et au pouvoir personnel, et **un avertissement salutaire où s'est clairement exprimée la volonté de nombreux républicains de ce pays.**

**Il faut que cette Volonté Républicaine continue à s'affirmer dans les jours à venir.** Plusieurs formations politiques ont, dans un passé lointain et récent, représenté et soutenu cette volonté. Tels sont plus particulièrement, **le Parti Socialiste S.F.I.O.** et **le Parti Radical et Radical-Socialiste.**

Sans nier leurs différences, mais sachant, par une longue expérience, combien **LE COMBAT REPUBLICAIN ET LAIQUE** est rude et difficile dans ce département, **les fédérations finistériennes de ces deux Partis ont décidé d'unir leurs efforts pour le mener à bien.**

### LE SOCIALISME

Militant de la S.F.I.O. depuis plus de vingt-cinq ans, j'en ai toujours accepté la discipline, mais j'y ai toujours gardé l'entière liberté de mon jugement.

Je suis plus que jamais assuré du bien-fondé des critiques que le Socialisme démocratique a faites de l'injustice du système économique actuel.

Je reste convaincu de l'efficacité des transformations sociales et politiques qu'il préconise. Les emprunts faits à sa doctrine, les imitations que l'on trouve un peu partout de ses solutions ne font que renforcer cette conviction.

Le Socialisme n'est pas autre chose que la volonté de **transformer la Civilisation de l'Argent en une Civilisation du Travail.** Dans la première, le travail n'est jamais qu'un serviteur du profit individuel ; dans la seconde, l'argent ne sera plus qu'un instrument de l'organisation de la production collective et de sa juste répartition entre tous les travailleurs.

### LES CONQUETES SOCIALES

Nous n'en sommes pas encore là. Mais si une pareille transformation apparaît aujourd'hui comme un but positif, et non comme une utopie, ce n'est pas seulement à cause des progrès des sciences et des techniques modernes, mais, encore plus, parce que **le Socialisme démocratique a été le ferment du progrès social**, et que les partis qui se réclament de lui n'ont cessé de lutter, depuis cinquante ans, pour faire aboutir les revendications les plus urgentes du monde du travail et pour faire entrer dans la loi et dans les mœurs ce **minimum de garanties sociales et professionnelles** sans lesquelles il n'y a, pour un travailleur, ni **sécurité**, ni **dignité**.

### EXPANSION ET SALAIRES

Ces conquêtes sociales sont loin d'être suffisantes. Elles sont constamment menacées, et ce n'est pas ceux pour qui il suffit de proclamer dédaigneusement : « l'Intendance suivra », qui sont capables de les défendre, et encore moins de les étendre.

Certes, depuis quatre ans qu'ils gouvernent, l'expansion économique s'est poursuivie. Mais on oublie deux choses essentielles :

— que le démarrage de cette expansion économique, infiniment plus difficile que sa continuation, a été l'œuvre de la IVe République, et non la leur. La leur a été d'**exploiter les plus-values financières de cette expansion, et de s'en glorifier sans vergogne.**

— que **l'ensemble des travailleurs continue d'être frustré de la juste part qui devrait lui revenir de cette expansion**, et que les augmentations de salaires de ces dernières années n'ont jamais été que des aumônes démagogiques ou des réajustements tardifs de ces salaires à des prix qui montent plus vite qu'eux !

C'est pourquoi j'affirme que l'une des revendications les plus impérieuses d'une majorité républicaine devrait être **l'indexation des salaires aux indices, parfaitement calculables, de l'accroissement de la Production et de la Productivité nationales.**

### BREST

Une telle revendication devrait particulièrement valoir, dans les prochaines années, pour l'agglomération brestoise.

Il serait de mauvaise foi de ne pas reconnaître que des efforts fructueux ont été faits par l'actuelle municipalité brestoise dans le domaine de l'industrialisation de notre ville. Des espérances sont nées, entraînant un accroissement rapide de la population urbaine. L'on peut regretter qu'une sérieuse aggravation de la fiscalité locale ait été la rançon de ces efforts. Mais il serait encore plus regrettable que cette expansion industrielle, dont personne ne conteste la nécessité, ne s'accompagne pas d'**une expansion accélérée des emplois et des salaires**, quand ce ne serait que pour retenir dans notre région, avec une qualification accrue, de trop nombreux jeunes qui sont contraints de la quitter.

### LA BRETAGNE

L'avenir de Brest n'est pas séparable de celui de la Bretagne. Il n'est pas question, ici, de provincialisme, de folklore ni d'autonomisme plus ou moins camouflé. Il est question de **donner à la région bretonne sa vraie place dans l'ensemble économique français**, et dans le monde européen. Tout a été dit, et bien dit, sur ce grand projet. Reste à le mettre en œuvre et à le réaliser d'urgence. Mais, dans cette réalisation, **les considérations sociales et humaines**, et **la volonté de relever rapidement le niveau de vie général de la Bretagne et d'assurer le plein emploi, sans émigration, de ses habitants**, doivent l'emporter et orienter toutes les décisions économiques et financières.

**Cet impératif vaut tout spécialement pour l'agriculture bretonne.** Il ne s'agit pas du tout pour elle de s'enfermer dans un corporatisme agressif, qui la coupe des autres catégories sociales, et les rend indifférentes à ses difficultés. Il s'agit pour les cultivateurs bretons d'obtenir, sur le plan national et européen, de solides garanties de prix, d'accroissement régulier et d'écoulement assuré et rapide de leurs produits. Il s'agit pour eux de réorganiser prudemment la surface et le volume de leurs exploitations familiales, et de les ramener à un nombre optimum. Il s'agit enfin de trouver dans les villes bretonnes les emplois qui compenseront suffisamment la réduction inévitable de la main-d'œuvre agricole. **Reclassement qui ne peut se réaliser si l'équipement industriel, maritime, universitaire, commercial et touristique de ces villes n'est pas accéléré dans les prochaines années.**

### LA VERITABLE UNITE NATIONALE

La modernisation de la Bretagne, de ses opinions et de ses activités, de ses ressources et de ses structures ne peut se réaliser qu'au sein d'une véritable **DEMOCRATIE ECONOMIQUE ET SOCIALE.**

C'est là, peut-être, la principale raison que nous avions de répondre « Non » au dernier référendum. Et l'on ne peut que déplorer que les principaux intéressés ne l'aient pas aperçue. Car **ce n'est pas du tout en concentrant de plus en plus les pouvoirs dans les mains d'un seul homme et d'un exécutif à sa dévotion que peut être assurée cette démocratie économique et sociale.** La concentration abusive, comme on a pu le constater depuis longtemps, étouffe inexorablement la représentation des compétences professionnelles et des intérêts régionaux.

Quand tout vient du pouvoir central, quand tout est décidé et réglementé par lui, les collectivités et les organismes locaux sont désarmés devant les bureaux et la technocratie parisienne.

Chaque catégorie sociale, chaque région française s'isole et s'exaspère dans la défense de ses revendications particulières. Les résultats du dernier référendum le montrent assez bien. **Au lieu de rassembler les Français et les énergies françaises, la politique du Général de Gaulle n'aura fait que les diviser et les compartimenter.** Singulière façon de concevoir la grandeur réelle du pays et l'unité de la nation !

## PROGRAMME MINIMUM

On a parlé, ces dernières semaines, d'un programme minimum commun à toutes les formations démocratiques. On s'en est moqué, après avoir reproché aux partis leur impuissance engendrée par leurs divisions. Mais on n'est pas à un mensonge ni à une contradiction près dans le « Parti du Général ». Ce programme minimum est pourtant une nécessité : il faudra bien qu'il existe si l'on veut voir une **majorité stable, cohérente et moderne** se former au Parlement, et appuyer un gouvernement qui aura sa confiance et qui aura confiance en elle.

Mais il faut aussitôt préciser qu'**un pareil programme ne doit comporter aucun malentendu ni entraîner aucune exclusive.**

Mieux vaut, pour exprimer la volonté des électeurs, et pour la santé de la démocratie, des adversaires loyaux que des compères qui font semblant de s'entendre, alors qu'ils ne sont d'accord sur rien d'essentiel.

Inversement, décréter d'avance que les suffrages d'un certain nombre d'électeurs ne seront pas pris en considération, alors que leur adhésion à un programme de défense républicaine et de progrès social pourrait être un facteur important de sa réalisation, est une erreur grave et néfaste au bon fonctionnement de la démocratie.

Un parti républicain n'est pas une maffia ; il ne s'honore pas par des refus. **Il prouve au contraire son dynamisme en groupant et en fédérant toutes les bonnes volontés républicaines.** Le Parti S.F.I.O. et le Parti Radical viennent clairement de montrer qu'ils étaient capables de cette ouverture.

De ce programme minimum, je ne retiendrai que les points suivants qui me paraissent indiscutables :

## LES DEUX POUVOIRS

— A côté d'un **Pouvoir exécutif, laïque et civil**, pleinement exercé par le Gouvernement sous l'arbitrage du Président de la République, pouvoir réel, moins avide de prestige que soucieux d'efficacité, et **en prise directe avec les forces économiques et syndicales de la Nation**, un **Pouvoir législatif** qui représente la diversité réelle de l'opinion française, qui légifère pleinement et qui **contrôle le Budget de la Nation**, considéré comme l'un des éléments moteurs les plus importants de la production nationale et l'instrument de son équitable répartition.

## LA DECENTRALISATION

— Un projet d'ensemble sur la décentralisation et l'expansion régionale, susceptible d'être rapidement transformé en Loi, ou en **Charte Economique fondamentale du Peuple français.**

## L'INFORMATION

— Une réorganisation du système et des méthodes de l'Information. L'Information moderne est un quatrième pouvoir qui doit recevoir ses règles et son statut. **C'est le devoir d'un Etat laïque que de lui garantir son indépendance et son objectivité.**

## L'EUROPE

La constitution d'une Europe, non des Patries, mais des Nations et des Peuples européens, sans aucune exclusion, sans machiavélisme démodé, sans rêvasseries dangereuses la réduisant à un Saint-Empire romain-germanique. L'Europe, consciente de sa force et de son originalité, doit être **le médiateur indispensable de la coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest.** Il ne s'agit point de répudier nos alliances ; mais **l'entente entre les peuples** est un objectif plus réel et plus honorable que les alliances militaires. Il y va d'ailleurs du salut de la France et des Nations européennes. Une Europe moderne, uniquement soucieuse de sa sécurité et de sa liberté, qui **aurait renoncé à toute forme de colonialisme, de chauvinisme et d'impérialisme militaire,** pourrait être un exemple pour d'autres peuples et l'un des garants les plus solides de la Paix mondiale.

## JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT

— Mais de tous les problèmes qui nous pressent aujourd'hui, le plus important, et le plus négligé depuis de trop longues années, c'est celui de la Jeunesse, de sa promotion technique et humaine, et de son admission à part entière dans l'ensemble des forces vives du pays.

D'où **une nécessaire « révolution » de notre Education nationale,** par une **augmentation massive des crédits affectés à l'Enseignement public.** Le vrai test de toute laïcité créatrice est dans la volonté intransigeante d'accorder à cette révolution, toujours différée, et cent fois plus importante que le « prestige », ou « la force de frappe nationale », une priorité absolue.

Il faut traiter l'Enseignement Public comme **le Premier Service de la Nation,** où tous nos enfants puissent recevoir, à la campagne comme à la ville, une formation moderne qui soit un réel apprentissage au métier, à la profession et à la vie adulte, une éducation de la liberté personnelle, un exercice de l'intelligence, et une préparation aux solidarités de la vie collective, hors desquelles le civisme n'a pas de sens.

C'est cela, et rien d'autre, la « **Nationalisation de l'Enseignement** ». Et c'est là l'Avenir de la France, son véritable destin et sa seule grandeur.

Mes chers concitoyens,

J'aurais encore beaucoup à vous dire. On prétend que vous ne lisez pas nos circulaires, et que vous vous moquez bien de nos programmes. Je n'en crois rien.

Fidèle à mon parti, je prends au sérieux la politique et le bien public. Je crois pouvoir prétendre l'avoir montré, dans cette ville, comme professeur, comme conseiller municipal, comme conseiller général. J'y ai fait ce que j'ai pu. Je déteste les bagarres imbéciles et les jeux de cirque. Je ne cultive ni haine ni envie contre aucun de mes adversaires. Je crois que depuis quatre ans, on s'est un peu trop moqué de la République et du peuple français. Je crois que **la République ne va jamais toute seule, mais qu'il faut toujours la protéger, la défendre et l'instituer par le respect de la Loi et de la Justice, et par le progrès social.**

Ce sont des convictions très simples. Je ne les trahirai jamais, et n'éprouve aucun goût pour les compromis inutiles, où les électeurs sont toujours trompés. Mais vous êtes juges. A vous de choisir. Merci, non pour moi, mais pour le Socialisme et pour la République, à tous ceux d'entre vous qui me feront confiance.

# Robert GRAVOT

Conseiller Général du Finistère

Candidat présenté par les Fédérations **S.F.I.O.**
et **Radicale-et-Radicale-Socialiste** du Finistère

REMPLAÇANT EVENTUEL :

**Docteur Raymond COSLÉOU**

Vu le Candidat :

I C A 21-23 Rue Jean-Jaurès - Brest